

Pour tout renseignement,
information ou conseil
contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Expo Milano 2015, débat inutile sur
la composition de la délégation
togolaise

**Le Togo marque sa
présence par les céréales
et les tubercules**

P 3



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0222 du Jeudi 27 août 2015 - 250 F CFA / Etranger 1€

Culture



**Bientôt un
répertoire de
dances en pays
kabye, l'ASPACK
à pied d'œuvre**

P 2

**Les techniciens radio
prennent leur destin
en main**



**L'ATRT portée
sur les fonts
baptismaux**

P 5



Photo d'archives

Adjafi

P 3

**Le rideau se lève ce jeudi sur la
foire des jeunes entrepreneurs**



**Electrification rurale
Réduire la pauvreté
en augmentant l'accès
des populations aux
services énergétiques**

P 4

Les OSC togolaises élues à la 2ème AG du Conseil Economique, Social et Culturel de l'UA rencontrent la presse

L'apport du Togo sur les questions liées au développement du continent au centre des échanges

La deuxième Assemblée Générale du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC-UA) a été élue en décembre dernier à Nairobi. Au nombre des organisations de la société civile qui le composent figurent quatre togolaises dont deux au plan national à savoir le CACIT et le PASYD, une au plan régional, le REPAOC et la dernière au plan continental notamment AIMES-AFRIQUE. Dans une rencontre avec la presse le mardi dernier, elles ont présenté leur objectif durant leur mandature puis ont porté à la connaissance de l'opinion, l'opportunité qu'offre une telle représentativité du Togo à ce conseil.

Dr Serge Michel KODOM, élu au niveau continental a notamment insisté sur la nécessité pour la société civile togolaise de s'inscrire dans les activités des groupes sectoriel de l'ECOSOCC afin de faire entendre les attentes des populations togolaises. Egalement élu membre du Comité Permanent et préside le Groupe sectoriel « Programme intersectoriel » il est chargé de toutes les autres questions transversales non couvertes dans les autres groupes sectoriels telles que le VIH/SIDA, EBOLA, la coopération internationale, la coordination avec d'autres institutions et organes de l'Union, etc., et de la promotion de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, questions cruciales sur



lesquelles le Togo aura forcément son mot à dire pour le développement du continent.

L'Agenda 2063 présente les aspirations des Africains de toutes les franges de la société et de la diaspora réaffirmées à travers la vision de l'Union Africaine : « construire une Afrique intégrée, prospère et en paix, une Afrique dirigée et gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ». Il s'agit donc de forger une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable, un continent

intégré, politiquement uni et reposant sur les idéaux du panafricanisme, une Afrique de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'Etat de droit, pacifique et sûre, ayant une identité, des valeurs et une éthique culturelles et dont le développement est axé sur les personnes, s'appuyant notamment sur le potentiel qu'offrent les jeunes et les femmes, et une Afrique en tant qu'acteur et partenaire solide et influent sur la scène mondiale.

Initié par les Chefs d'Etat africains à

Durban en 2002, l'ECOSOCC est une plateforme des Organisations de la Société Civile accréditées par l'Union Africaine qui a pour mandat de promouvoir le dialogue entre toutes les couches de la population africaine sur des questions concernant le continent et son avenir, d'établir des partenariats solides entre les gouvernements et toutes les composantes de la société civile, en particulier les femmes, les jeunes, les enfants, la diaspora, les syndicats, le secteur privé et les groupes professionnels. Le Conseil Economique, Social et Culturel de l'UA vise également la promotion de la participation de la société civile africaine à la mise en œuvre des politiques et programmes de l'Union. Il a en outre pour mission de soutenir les politiques et programmes qui favorisent la paix, la sécurité et la stabilité et renforcent le développement et l'intégration du continent, promouvoir et défendre une culture de la bonne gouvernance, les principes et les institutions démocratiques, la participation populaire, les droits de l'homme et la justice sociale, prôner et défendre une culture de l'égalité entre les hommes et les femmes et enfin de renforcer les capacités institutionnelles, humaines et opérationnelles de la société civile africaine. Ces organisations sont élues pour quatre ans.■

Démocrate.



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction

Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur

S. Didier

Infographie

Raphaël AHIALE

Adresse

Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

La Colombe

Tirage

2000 exemplaires

Culture Bientôt un répertoire de danses en pays kabye, l'ASPACK à pied d'œuvre

L'Afrique est un continent de danse et de musique et c'est à juste titre lorsque le poète sénégalais Léopold Sédar Senghor dans son célèbre poème « prière aux masques » tiré du recueil chants d'ombre écrivait : « Nous sommes les hommes de la danse dont les pieds reprennent vigueur en frappant le sol dur ». Chaque peuple se caractérise par sa culture et parlant d'éléments culturels et identitaires, on peut citer la danse un véritable outil de communication chez certains peuple comme le kabye.

Le pays kabye au nord du Togo dispose d'un riche répertoire de danses traditionnelles. Si certaines sont connues du grand public et s'adaptent à la modernité, d'autres par contre sont très mal connues surtout des nouvelles générations et sont menacées de disparition. Un répertoire des danses traditionnelles en pays Kabye est en cours de constitution. Piloté par l'Association pour la promotion du patrimoine culturel Kabyè (ASPACK), ce projet entièrement financé par le fonds d'aide à la culture rentre dans le cadre de la sauvegarde de nos



valeurs culturelles. « Notre association veut constituer des écrits qui servent de soubassement pour transmettre la culture Kabyè de génération en génération, ce qui manque actuellement. » a confié à la presse le président d'ASPACK, Mazabalo Aléza. C'était dimanche dernier dans la banlieue d'adidigomé à l'occasion d'un mini festival de danses traditionnelles kabye organisé par l'association. Le public arrivé en grand nombre a pu découvrir la richesse du terroir kabye en matière de danse traditionnelles. Celles-ci peuvent se regrouper en 5 catégories selon le coordonnateur de l'association M. GNASSA

Atinedi. Ainsi on a les classiques comme Tchimou, les danses initiatiques à savoir evala ou l'initiation du jeune garçon, akpema la jeune fille, kondona une danse réservée aux défenseurs de la cité. Nous avons aussi les danses funéraires comme kigbèlen qui est un hommage rendu aux illustres personnalités qui ont marqué leur temps.

Nous avons aussi les danses populaires à l'exemple de So, Orchestre fait de plusieurs instruments pour donner l'ambiance ou encore Kamou utilisé comme "so" lors des funérailles. La 5e catégorie, il s'agit de la danse de purification appelé Habyè, Fête religieuse des Kabyè de la Kozah). C'est une danse de démonstration magique et mystique destiné à démontrer la force occulte des sorciers. Elle offre aux seuls initiés, l'opportunité de se prouver mutuellement une maîtrise des forces de la nature. Elle est quinquennale dans la plupart des cantons et a lieu au mois de novembre. Elle est aussi triennale dans d'autres cantons.■

Expo Milano 2015, débat inutile sur la composition de la délégation togolaise Le Togo marque sa présence par les céréales et les tubercules

La ville de Milan en Italie attire du monde depuis le 1^{er} mai dernier à la faveur de la grande exposition universelle qui tient en haleine le monde entier jusqu'au 31 octobre prochain. 130 pays participent à cette exposition qui va drainer environ 20 millions de visiteurs sur un site gigantesque d'un million de mètres carrés. Axée cette année sur le thème : « Nourrir la planète, énergie pour la vie », L'Expo Milano 2015 selon les organisateurs, est une Exposition Universelle aux caractéristiques totalement inédites et novatrices. Elle va au-delà de la simple fonction de conteneur d'exposition grâce à un processus participatif qui vise à impliquer de manière active les nombreux acteurs du projet. Cet événement unique incarne un nouveau concept d'Exposition Universelle: thématique, durable, technologique et centré sur le visiteur.

Le 21 août dernier le Togo était à l'honneur, un rendez-vous auquel n'a pas manqué le Chef de l'Etat. Accompagné d'une forte délégation, Faure Gnassingbé a reconnu la pertinence du thème retenu et relevé la nécessité de renforcer l'accès à la nourriture pour tous, dans le respect de la biodiversité. « La Nourriture est la



vie. Quand elle est disponible et abondante, elle nous procure les joies du partage en famille. Mais quand elle vient à manquer, c'est la paix sociale elle-même qui est menacée. » a laissé entendre le Président de la république à Milan ce 21 Août. Il faut dire que le Togo a fait forte impression à cette exposition en mettant en exergue dans son Pavillon au groupe thématique les céréales et les tubercules qui représentent les réalités du terroir togolais. Ces deux produits



agricoles traduisent le comportement alimentaire du togolais. La population togolaise est 70% agricole et le Togo apporte une part non négligeable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la sous-région ouest africaine avec ses excédents céréaliers. Avec l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, il est désormais important pour le Togo de miser sur l'entreprenariat agricole. Il s'agit pour le Chef de l'Etat "d'ouvrir le chantier prometteur de l'agro-industrie,

en impliquant les petites et moyennes entreprises dans le processus de transformation post-récolte" Faure Gnassingbé a venté les mérites du Togo sur le plan agricole, avant de lancer un appel aux bonnes volontés et aux compétences qui souhaitent investir dans l'agro-industrie au Togo. N'est-ce pas là une raison pour ne pas manquer de telle rencontre? ■

P.Fab

Adjafi Le rideau se lève ce jeudi sur la foire des jeunes entrepreneurs

Annoncée tambour battant depuis plusieurs semaines déjà, la quatrième édition de la foire des jeunes entrepreneurs dénommée foire Adjafi ouvre ses portes officiellement ce jeudi sur le terrain de sport du lycée d'Agoè. Placée cette année sous le thème « l'entreprenariat des jeunes, un engagement social », la foire Adjafi est une vitrine de promotion dédiée aux jeunes entrepreneurs du Togo ; elle célèbre et rend visible les créativité et innovations des jeunes qui n'ont pas la chance de faire montre de leurs talents au cours de grandes opportunités telles la foire des Expositions Togo 2000. Elle fait des jeunes entrepreneurs, des premiers acteurs du Togo émergent, contribuant à la réduction du sous-emploi.

Comme d'habitude, une visite



sur le site montre toujours les exposant, 180 stands au total affairés sur les derniers préparatifs afin d'accueillir les 80 000 visiteurs attendus. Au menu, des œuvre des jeunes entrepreneurs tels des œuvres d'art, des produits de la pharmacopée ainsi que des représentations des établissements universitaires. On a également noté la présence

d'un exposant venu tout droit du Bénin voisin, une parfaite illustration du brassage culturel tant prôné par le promoteur de cette foire, Maxime Minasseh. L'art culinaire ne sera pas du reste avec la kyrielle des stands de restauration, d'animation et de boisson.

La particularité de cette édition réside dans les ateliers de

formations des journalistes afin d'assurer une meilleure visibilité de l'événement, un séminaire d'information, six journées de communication, deux compétitions d'excellence, un stage d'initiation des meilleurs élèves du lycée enfin un accompagnement et le suivi évaluation, des plateaux vitrine du millénaire ne seront pas du reste. Le site de cette édition

aura une superficie globale de 14 000 m² et sera doté de 180 stands organisés en trois grands espaces, une salle polyvalente de 150 places, 4 magasins de stockage, un espace d'animation culturelle. Les lampions sur cette 4^e édition s'éteindront le 9 septembre date de clôture de la foire. ■

D. C.

Electrification rurale Réduire la pauvreté en augmentant l'accès des populations aux services énergétiques

Le développement à la base ou encore la lutte contre la pauvreté surtout en milieu rural fait partie des soucis de l'Etat togolais. Parmi les indicateurs indispensables au relèvement du niveau de vie des populations rurales figure le taux de couverture électrique dans ces milieux. Ces cinq dernières années, plusieurs projets dans ce sens retiennent les attentions.

Depuis 2009, l'Etat a mis en place un programme d'électrification rurale. Evalué à près de 4 milliards, ce programme a permis d'électrifier plusieurs localités par groupes électrogènes et par extension réseau. On pourra citer en guise d'exemple les localités de Mango, Tsifama, Yégué, Etat-major, Kpékpémé, Saligbé, Ahassomé, Tado, Tohoun alimentées par des groupes électrogènes et des groupes mobiles. Un an plus tard c'est-à-dire en 2010, Plusieurs localités ont été électrifiées sur le budget de l'Etat (500



millions) dont : l'électrification rurale dans les régions Maritime et Savanes. On peut citer également la réalisation du projet d'électrification rurale financé par la BIDC à hauteur de 6,5 milliards de FCFA à travers un projet qui couvre environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques, sans oublier le projet d'électrification transfrontalier.

En 2011 deux accords de prêt ont été signés pour le secteur de l'énergie

notamment, 20 milliards de FCFA pour le projet de renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique au Togo, le projet d'électrification rurale phase 2 d'un montant de 15 millions de dollars US

Le programme d'électrification rurale sur le financement de l'Etat a continué, et permis d'électrifier des localités dans les régions de la Kara, Centrale et Plateaux

En 2012 bien que l'appui de l'Etat ait considérablement diminué, il a permis d'électrifier les localités de Gadjagan, et Notsè Monu en éclairage public.

Le financement de la Société Nationale des Phosphates Togoïses (SNPT) a permis d'électrifier Nyita, Dagbati, Akoumapé

Il y a deux ans c'est-à-dire en 2013 le financement de la SNPT destiné à la construction des écoles et centre de santé dans les zones minières, et le programme d'éclairage public a permis

d'électrifier les chefs-lieux de préfecture.

Les localités de Gbodjomé, Abréwokor, Kaniamboua, Toaga, et Katindi ont été électrifiées grâce à 100 millions qui ont été alloués pour faire l'électrification rurale.

Les travaux du projet d'électrification rurale phase 2 ont débuté avec l'électrification de Djagblé à la fin de l'année.

En 2014 le budget alloué pour l'électrification rurale est de 500 millions de FCFA et permettra d'électrifier : Nawaré, Koumougoukan Gapé Atiho, Gapé Todomé, Gapé Lanvo, Koka et éclairage public à Adjengré.

Aujourd'hui plusieurs zones rurales bénéficient d'éclairage public, ce qui est atout pour la prospérité économique et aussi la sécurité dans ces milieux. ■

Dick Mensan

La question de l'employabilité des réfugiés au Togo au centre d'un débat au HCR



Le Togo est reconnu pour son accueil chaleureux qu'il réserve dans la sous région. Ce petit pays accueille actuellement des réfugiés provenant de 14 nationalités différentes tous pris en charge par le Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) et le gouvernement Togolais. Pour améliorer les conditions de vie et de travail de ces derniers, le HCR a organisé la semaine passée un atelier sur l'employabilité des réfugiés au Togo. Pour le système des Nations Unies, il est question de promouvoir le droit au travail, le droit au développement par : la sensibilisation des chefs d'entreprise à l'employabilité de ces derniers ; faire connaître aux employeurs togolais les droits des réfugiés ; faciliter l'accès des réfugiés au marché du travail au Togo ; favoriser les contacts entre employeurs

et réfugiés demandeurs d'emploi. De cet atelier, le HCR espère ressortir une meilleure condition de travail des réfugiés. Pour le HCR, c'est un processus qui permet aux réfugiés de parvenir à un degré plus élevé d'autonomie et d'avoir un niveau de vie comparable à celle de la communauté hôte. Les réfugiés au Togo se répartissent en deux grands groupes à savoir les réfugiés urbains et les réfugiés ruraux. Les réfugiés urbains sont autour de 3450 et vivent essentiellement à Lomé et ses environs. Rappelons au passage que cet atelier a mobilisé la présence d'une trentaine d'employeurs, une dizaine de réfugiés, le personnel du HCR et aussi de L'Agence Nationale pour l'Emploi. (ANPE) ■

Charles K.

Le ROAREP apporte son soutien aux personnes âgées



Le Réseau des Organisations Africaines pour l'Assistance aux retraités et Personnes Agées (ROAREP) a organisé une conférence de presse la semaine dernière sur le thème : « perte d'autonomie liée à l'âge et prise en charge réservée aux personnes âgées au Togo. L'objectif visé est d'informer le grand public, les professionnels concernés, sur la prévention de ces phénomènes et la prise en charge appropriée ; représenter, être le porte-parole et défendre les droits des personnes âgées. Comme autre objectif, le réseau vise non seulement à améliorer la qualité de vie des seniors mais aussi de réduire leur solitude. Selon M BEKETI akizu directeur exécutif du réseau, le ROAREP a pour but de réduire la pénibilité de vie des personnes âgées ainsi comme moyens d'action, le réseau

entend : construire des villages seniors dotés des infrastructures socio-communautaires ; la vulgarisation des textes juridiques relatifs aux violences et à la discrimination sociale des seniors ; l'accompagnement juridique et psycho sociale des seniors victime de violence enfin l'organisation des jumelages entre les retraités et personnes âgées du Togo, de l'Afrique et le reste du monde. Pour le ROAREP la vieillesse en tant que destin biologique est une réalité. Il faut rappeler que le Réseau des Organisations Africaines pour l'Assistance aux Retraités et Personnes Agées (ROAREP) est une organisation apolitique et à but non lucratif. Il est né de la nécessité de lutter contre les vices qui gangrènent la société africaine et togolaise en particulier. ■

Charles

Les techniciens radio prennent leur destin en main L'ATRT portée sur les fonts baptismaux

Le monde de la presse vient d'accueillir une nouvelle association. On l'annonçait à cor et à cri depuis quelques semaines déjà sur nos médias, l'Association des Techniciens Radio Diffusion du Togo (ATRT) a été officiellement lancée hier dans la capitale togolaise au cours d'une cérémonie solennelle. L'histoire retiendra qu'ils sont les plus oubliés et lésés dans le monde de la communication au Togo au regard des différents programmes qui s'adressent chaque année à la corporation mais dont ils ne sont jamais bénéficiaires. Rassemblant les techniciens venus de divers horizons sur l'ensemble du territoire, l'ATRT entend créer un nouveau dynamisme dans l'optique de professionnalisation du métier ainsi que d'améliorer les conditions de vie et de travail des techniciens radiodiffusion sur toute l'étendue du territoire togolais. Pour ce faire, confie le président de la jeune association Jean Jacques ATTIKPO, l'ATRT s'engage à concevoir et gérer des projets et activités allant dans l'intérêt



des techniciens, collaborer avec toute association poursuivant les mêmes objectifs. L'ATRT ne met pas en marge les formations, conférences et autres activités éducatives pouvant aider ses membres à être plus professionnel : « Nous voulons promouvoir toute politique qui motive les techniciens radiodiffusion et qui prend en compte

leur avenir, œuvrer pour leur formation et recyclage. Nous avons également dans nos objectifs le projet de création d'une maison technique où auront lieu formations et activités techniques. L'ATRT encouragera en outre toute initiative et activité de NTIC ainsi que la gente féminine à embrasser la profession » a-t-il souligné.

Le représentant du ministre de la communication et de la culture, M. Jean Luc GOMEZ a salué cette initiative tout en rassurant la nouvelle association de l'accompagnement du gouvernement surtout en ce qui concerne la professionnalisation. Il n'a même pas hésité à revenir sur les derniers états généraux de la profession placés sous ce thème : « Nul n'ignore le travail du technicien dans la qualité du son ou de l'image. Nous saluons donc la naissance de cette nouvelle association dans le paysage médiatique togolais. Nous l'exhortons de ce fait au leadership tous les techniciens dans l'exercice de leur travail pour plus de professionnalisation, conformément aux conclusions des états généraux de la presse togolaise ». La jeune association lance ainsi afin de parvenir à ses fins un appel aux bonnes volontés, manifestations d'intérêt ainsi qu'aux subventions tous azimuts.■

Democrate

Journalisme au Togo Relever le défi du professionnalisme, le ministère de la communication à pied d'œuvre



C'est depuis lundi que la deuxième vague des professionnels des médias publics et privés participe à l'atelier de formation organisé par le ministère de la communication de la culture et des sports et le Centre de

Formation et de Recyclage en Communication (CFRC). Autour du thème « les fondamentaux du journalisme professionnel », l'objectif est de renforcer les capacités des journalistes dans l'exercice de leur fonction pour une couverture plus

responsable. Pendant les deux premiers jours ces participants (près d'une trentaine) venus de la capitale et de l'intérieur du pays ont approfondi leur connaissance autour de plusieurs communications notamment l'écriture journalistique et les genres rédactionnels ou encore celle portant sur le journalisme d'investigation du consultant auprès des médias M Amevi D A B L A . D ' a u t r e s communications de son compère Fomadi Komlan EKLUI lui aussi consultant auprès des médias et ancien correspondant de RFI au Togo, à l'instar de la notion théoriques et pratiques à la radio ont renforcer les compétences déjà acquises des participants. Cette formation est également marquée par des sorties sur le terrain. Notons que le Centre de Formation et de Recyclage en Communication n'est pas à sa première initiative.■

CK

Partenariat UJIT-WAPCO Un atelier sur les énergies renouvelables et la protection de l'environnement



Ils étaient une quarantaine d'hommes de média à prendre part ce 26 août à un séminaire sur le thème : « Energies renouvelables et protection de l'environnement : quels rôles pour les médias togolais ». Organisé par l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), ce séminaire a bénéficié du soutien financier de la société de transport de gaz WAPCO qui contribue, il faut le rappeler, au renforcement des capacités de ses partenaires dans les quatre pays traversés à savoir le Nigéria, Bénin, Togo et Ghana.

Les participants au séminaire de Lomé ont suivi diverses communications sur plusieurs thématiques notamment la crise énergétique, les énergies renouvelables, les enjeux pour le Togo, la contribution de la société WAPCO dans la préservation de l'environnement. Les journalistes ont été également outillés sur leur rôle dans l'information et la sensibilisation des populations sur les impacts environnementaux des grands projets énergétiques. Des débats et échanges sur les différentes communications ont permis aux séminaristes d'étancher leur soif de savoir sur la préoccupante question des énergies renouvelables.■

Dick Mensan

Préparatifs au sommet de l'UA sur la sécurité maritime et le développement Un financement de 10 milliards de FCFA de la BOAD pour la réhabilitation de l'hôtel 2 février

Les préparatifs au sommet de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité maritime et le développement sont actuellement dans tous les esprits. Dès lors tous les acteurs sur lesquels impactera ce grand rendez-vous s'impliquent dans ce crucial processus. Il en est ainsi de l'hôtel 2 février, une référence au Togo et dans la sous-région il fut un temps, qui en vue de jouer un rôle de premier plan en matière d'hébergement et de restauration lors de ce fameux sommet, est en train de faire peau neuve. Dans cette optique, les travaux en cours de réhabilitation et de restructuration pilotés par "Radision Bleu" sous le contrôle de la société Kaylan Hospitality

Development Togo viennent de recevoir un coup de pouce.

En effet, une signature de contrat de prêt pour le financement partiel du projet a eu lieu le 13 août dernier dans la capitale togolaise. Intervenant dans le cadre d'un mandat d'arrangement des financements requis confié à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) par le groupe Kaylan, cette signature vient en complément du prêt direct de 10 milliards de FCFA octroyé par la BOAD. La BOAD et ses partenaires confirment leur volonté d'une part d'accompagner la reprise économique du Togo et d'autre part, de promouvoir un secteur privé dynamique, jouant pleinement son rôle de moteur



de croissance des économies des États de l'Union Économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

D'autres banques de la place, faut-il le rappeler, ont répondu favorablement à la sollicitation. Il s'agit en l'occurrence de la Banque of Africa (BOA) Togo,

créancier d'un prêt à hauteur de 10 milliards de FCFA. L'Union Togolaise de Banque (UTB) et la BSIC pour leur part apportent respectivement 3 et 1 milliards de FCFA. Par son concours de 4 milliards de FCFA, la BIDC a permis de boucler la structuration de la dette. A

travers cette action, La réalisation de ce projet va permettre de redonner son lustre d'antan à ce réceptif hôtelier, ainsi que la création d'un millier d'emplois aussi bien pendant sa phase d'exécution que pendant celle de l'exploitation. Annoncée pour le 16 octobre prochain, la réouverture de l'hôtel 2 février renforcera, on l'espère, le parc hôtelier du Togo en réponse à une demande croissante de prestations hôtelières de haut standing. Dans l'immédiat, tout le monde s'accorde à dire que cet hôtel devra accueillir des délégués du prochain sommet sur la sécurité maritime et le développement. ■

Dem

PORT OBLIGATOIRE DE BADGE AUX BUREAUX DES DOUANES A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2015

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

BADGE D'ACCES CDDI

NOM DE LA SOCIÉTÉ
OTR/CDA 00101

Nom et Prénom du Commissionnaire

Signature de l'autorité

Fait le 20-06-2015

Expire le 31-12-2015

Cette carte, propriété de l'OTR, est strictement personnelle. Elle doit être utilisée uniquement dans le cadre professionnel et doit être restituée en cas de cessation d'activité. Toute falsification constitue une faute lourde.

En cas de découverte, merci de s'adresser au Commissariat Général de l'OTR à l'adresse suivante :

41, rue des impôts 02 B.P. 20823 Lomé - TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

**Pour tout renseignement,
composer le 8201**

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE BADGE

Une copie légalisée de l'agrément du
commissionnaire en douane agréé

Une copie du contrat de travail ou du livret
d'assuré à la Caisse Nationale de Sécurité
Sociale de chaque bénéficiaire

Un formulaire de demande dûment rempli

Une quittance attestant du paiement des
droits d'établissement des badges

14e forum de l'AGOA à Libreville au Gabon

Pérennisation du partenariat pour le commerce et l'investissement entre les Etats-Unis et l'Afrique » : c'est sur ce thème que planchent depuis lundi 24 août près de 2 000 personnes du monde des affaires et les délégations d'une trentaine de pays africains, au 14e forum de l'Agoa (African Growth and Opportunity Act). Cet accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Afrique permet à plus de 6 000 produits africains d'entrer sans frais de douane sur le marché américain. En 15 ans, c'est la première fois que l'évènement a lieu dans un pays d'Afrique centrale. Cette région a longtemps été à la traîne des échanges avec les Etats-Unis, mais elle compte aujourd'hui tirer tous les profits de cet accord.

Quinze ans après la signature de l'Agoa, en 2000 sous la présidence de Bill Clinton, l'économie régionale reste principalement basée sur le commerce d'hydrocarbures. Un secteur avec peu de créations d'emplois et de retombées économiques. Au Tchad, qui est le deuxième exportateur de l'Agoa après l'Afrique du Sud, le secteur énergétique représente 92 % du commerce avec les Etats-Unis. Dans la région, l'agriculture et les PME locales n'ont pas encore pu profiter pleinement des aides américaines. En cause : un manque de modernisation des infrastructures et des entreprises trop petites.

Un bilan mitigé en Afrique centrale

Pourtant, le but affiché de l'Agoa est clair : augmenter la capacité des pays africains à commercialiser des produits manufacturés à forte valeur ajoutée, grâce à une franchise de frais de douanes sur le marché américain. Au Gabon, au Congo-Brazzaville ou au Tchad, les retombées se font donc encore attendre. Aujourd'hui, pour les entreprises d'Afrique centrale, le forum est avant tout l'occasion d'engager une diversification des économies de leur pays. Olivier Dimala, représentant de la chambre de commerce du Cameroun, explique que cette plateforme doit être le tremplin pour « changer de cap et attirer des investisseurs ».

L'Afrique centrale : nouvel eldorado de l'Agoa ?

Le fait que le forum se tienne à Libreville, au Gabon, est un signe politique fort. Jusqu'à maintenant, les pays anglophones sont ceux qui ont le plus profité de l'accord. Citons par exemple l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya. Mais cette année, la tendance pourrait bien s'inverser. Aida Mourani, ministre des PME au Congo-Brazzaville, a suivi les évolutions de l'Agoa depuis le début. Pour elle, les pays d'Afrique centrale sont aujourd'hui prêts à tirer parti de cet outil : « Je crois que nous sommes tous dans le même état d'esprit, et que nous voulons donner un réel sens à l'Agoa dans nos relations avec les Etats-Unis. » Elle témoigne d'un réel volontarisme



politique pour développer le secteur privé. Le forum de Libreville est donc un rendez-vous majeur pour l'Afrique centrale.

Avec sa population très jeune, l'Afrique centrale présente de grandes opportunités dans l'entrepreneuriat, ainsi que dans les secteurs du textile et de l'agro-alimentaire. Les filières du coton et du tabac ne sont pas encore réellement

exploitées dans le cadre de l'Agoa. Les pays comptent cette année sur de nouveaux partenariats avec les Etats-Unis : des parrainages de pôles commerciaux pour améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, des aides pour respecter les normes sanitaires internationales et une ouverture vers le secteur des nouvelles technologies.

Les conditions américaines

Tout cela ne sera possible qu'à une condition : que la région progresse en matière de droits de l'homme. C'est ce que souligne Peter Barlerin, un des responsables des affaires africaines au département d'Etat américain : « Le potentiel de l'Afrique centrale n'a pas encore été exploité. Mais sans la démocratie, sans les droits de l'homme, il ne peut y avoir de progrès dans la région. »

Le mois prochain, un groupe de travail se réunira pour examiner les progrès en matière de droits de l'homme des pays éligibles à l'Agoa. Mauvais élèves, selon les Etats-Unis : la République démocratique du Congo, exclue de l'Agoa en 2011, et le Soudan du Sud, exclu en janvier dernier. Aujourd'hui, c'est le Burundi qui risque sa place suite à la crise liée au 3e mandat de Pierre Nkurunziza. Le défi pour la région reste donc autant politique qu'économique. ■

Source RFI.fr



Communiqué

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) porte à la connaissance des promoteurs, dirigeants des organes de presse, ainsi qu'à celle de l'ensemble des journalistes des médias privés comme publics, qu'il organise, en partenariat avec l'association Offensive contre le Diabète sur tous les Fronts (OCDF), une campagne de dépistage volontaire du diabète et de l'hypertension artérielle.

Cette campagne gratuite est ouverte à tous les professionnels des médias désireux de se faire dépister et se déroulera le Mardi 08 septembre 2015 à partir de 09 h à la Maison de la Presse.

Fait à Lomé, le 24 août 2015

Le Secrétaire général

Fabrice PETCHEZI.

41^{ème} éditiondu 26 Août
au 09 Sept

ADJAFI



Nous vous invitons
à la cérémonie d'ouverture
ce 27 août 2015 à 15h00
www.adjafi.com

infoline: 90 04 63 35
99 79 85 18
22 37 63 37



Adjafi, la foire
des jeunes entrepreneurs



@FoireAdjafi